

Direction des Services Techniques
GB/DC/HC/JFT/AB

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 160-2024

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public Place Ernest Reyer

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles L.325-1 et R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417.4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^{ème} partie),

Vu la Loi N° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 Juillet 1982 et par la Loi N° 83-8 du 7 Janvier 1983,

Vu l'arrêté municipal N°2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

Vu la demande en date 19/03/2024 par laquelle **les TRANSPORTS PRESTA France – 66 Avenue des Frères Montgolfier – 69740 GENAS**, sollicitent l'autorisation d'occuper le domaine public communal sis Place Ernest Reyer, sur le parvis, le long de l'hôtel de ville, pour le compte des ETS RBC MOBILIER,

Considérant que la livraison et la mise en place de mobilier dans la salle d'honneur de l'hôtel de ville, nécessitent le stationnement d'un camion 3.5 Tonnes - immatriculé GL460QX – FS709ZR, occasionnant des restrictions à la circulation des piétons et des véhicules,

ARRETE

Article 1 : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal, comme énoncé dans sa demande, **Place Ernest Reyer, sur 35 m², sur le parvis, le long de l'hôtel de ville.**

Article 2 : Le stationnement de tous les véhicules y compris les motos, cyclomoteurs, vélomoteurs, cycles et autres, sera interdit sur l'emplacement défini à l'article 1^{er}, **le mardi 26 mars 2024 de 8H30 à 17H.**

Article 3 : La présente interdiction sera matérialisée sur le site par des barrières et panneaux réglementaires mis en place par les Services Techniques Municipaux conformément aux dispositions de l’instruction interministérielle susvisée.

Article 4 : Pendant les périodes de chargement ou déchargement sur le domaine public, le bénéficiaire devra signaler son chantier, conformément à l’instruction interministérielle sur la circulation routière (Livre I – 8^{ème} partie). Elle sera mise et maintenue en place par le bénéficiaire, qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. A l’expiration de l’autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l’emplacement dans son état d’origine.

Article 5 : L’attention du bénéficiaire est attirée sur le fait qu’il sera tenu responsable de la dégradation éventuelle du pavage très fragile à cet endroit.

Article 6 : Les usagers de la voirie sont tenus de respecter la signalisation provisoire mise en place.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine - 83000 TOULON – dans les 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Directeur des Services Techniques, Le Chef de la Police Municipale, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée aux ETS PRESTA.

Fait au Lavandou, le 19 mars 2024

Pour Le Maire
Denis Cavatore – Adjoint aux Travaux



Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification
Notification faite aux ETS PRESTA Par mail

En date du

Publié le